



Numéro PPQ/6916

mardi 2 septembre 2014

Les grands titres:

- Mali : le chef de l'ONU attristé par la mort de quatre Casques bleus tués par un engin explosif
- Ebola : l'ONU met en garde contre les décisions fondées sur la peur
- Iraq : le chef de l'ONU se félicite de la levée du siège d'Amerli
- L'ONU alarmée par la décision d'Israël de s'approprier 400 hectares en Cisjordanie
- Ukraine : le nombre de personnes déplacées a doublé depuis le début du mois d'août – HCR
- Somalie : l'ONU prévient qu'il est urgent d'agir pour éviter une nouvelle famine
- HCR : plus de 10.000 personnes fuyant les violences au Nigéria arrivent au Cameroun et au Niger
- Ban Ki-moon en visite en Nouvelle-Zélande
- Journée des victimes de disparition forcée : Ban appelle à renforcer la lutte contre ce crime
- Ban préoccupé par l'annonce d'un coup d'Etat au Lesotho
- La Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement débute à Samoa
- Le chef de l'ONU demande la libération immédiate des Casques bleus capturés dans le Golan
- Iraq : le Conseil des droits de l'homme va envoyer une mission pour enquêter sur les crimes de l'EIIL
- Syrie : le PAM assiste un nombre record de 4,1 millions de personnes

Mali : le chef de l'ONU attristé par la mort de quatre Casques bleus tués par un engin explosif



2 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est déclaré mardi profondément attristé par la mort de quatre Casques bleus tchadiens qui ont été tués dans une attaque à l'engin explosif qui a touché un véhicule de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

L'explosion a blessé 15 autres soldats de la paix, dont six grièvement. L'incident a eu lieu mardi sur une route au nord de Kidal, dans le nord du Mali, a précisé le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général condamne cet incident qui est le dernier d'une série d'attaques contre le personnel et les contractuels travaillant pour l'ONU ayant eu lieu dans la région de Kidal au cours de la semaine écoulée, y compris des tirs répétés de mortier contre le camp MINUSMA et une autre attaque à l'engin explosif contre un véhicule MINUSMA qui a blessé neuf Casques bleus tchadiens le 29 août », a-t-il ajouté.

« Ces attaques ne changeront pas la détermination des Nations Unies à soutenir le peuple malien dans sa recherche de la paix. Le Secrétaire général exprime ses sincères condoléances aux familles des soldats de la paix qui ont été tués, ainsi qu'au gouvernement du Tchad, et il souhaite un prompt et complet rétablissement aux personnes blessées », a encore dit son porte-parole.



Ebola : l'ONU met en garde contre les décisions fondées sur la peur



2 septembre - A l'occasion d'une réunion d'information pour les Etats membres sur la réponse de l'ONU à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, a mis en garde contre les informations erronées circulant sur le virus.

« La peur joue un rôle important dans la crise. J'encourage les États membres, les entreprises et les particuliers, à prendre des décisions fondées sur des preuves scientifiques et non sur la peur », a insisté M. Eliasson à l'ouverture de cette réunion au siège des Nations

Unies à New York.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre de cas d'Ebola en Guinée, au Libéria, au Nigéria et en Sierra Leone s'élève désormais à 3.069, avec plus de 1.552 décès, ce qui en fait la plus importante épidémie d'Ebola jamais enregistrée.

D'autres hauts responsables des Nations Unies participaient également à cette réunion d'information, notamment la Directrice générale de l'OMS, le Dr Margaret Chan, le Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour Ebola, le Dr David Nabarro, le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Anthony Lake, et le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous.

« L'épidémie est plus qu'une crise sanitaire », a déclaré M. Eliasson, soulignant que les systèmes de santé dans les pays touchés étaient dépassés par l'ampleur et la complexité du problème. « En ce qui concerne l'ONU, c'est l'un des problèmes sanitaires les plus graves que nous ayons jamais rencontrés. La réalité sur le terrain n'est pas différente de celles causées par des calamités naturelles et des conflits de grande ampleur - et à certains égards elle est encore plus difficile ».

Les gouvernements, les organisations multilatérales et régionales, les agences des Nations Unies, les organisations non-gouvernementales et d'autres partenaires se sont mobilisés face à l'ampleur de l'épidémie. Au niveau des pays, une énorme quantité de travail a déjà été faite par les missions de l'ONU, les opérations de maintien de la paix et les équipes des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'ONU a mis en place un mécanisme de coordination sous l'autorité de Dr Nabarro.

« Mais nous ne pouvons pas agir seuls. Nous avons besoin de stratégies efficaces, de partenariats et de moyens. Il ne peut y avoir de maillons faibles dans cette chaîne opérationnelle. Nous devons aussi penser en termes non conventionnelles et faire preuve de rapidité et de flexibilité dans la définition et l'exécution de nos stratégies », a déclaré M. Eliasson.

Les perturbations de la commercialisation et des échanges de produits alimentaires dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest les plus touchés par l'Ebola ont fait grimper en flèche les prix des denrées, tandis que les pénuries de main-d'œuvre risquent fortement de compromettre les prochaines récoltes, a mis en garde mardi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

En Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, des zones de quarantaine et des restrictions aux déplacements de personnes visant à enrayer la propagation du virus ont sérieusement limité le mouvement et la commercialisation des aliments. Cette situation a engendré des achats dictés par la panique, des pénuries alimentaires et de fortes flambées des prix pour certaines denrées, en particulier dans les centres urbains, d'après une alerte spéciale publiée par le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO (SMIAR).

Parallèlement, la campagne de la récolte principale de deux cultures essentielles (riz et maïs) approche à grands pas. Les pénuries de main-d'œuvre agricole dues aux restrictions de mouvements et aux migrations vers d'autres zones auront de fortes répercussions sur la production agricole, mettant en péril la sécurité alimentaire de grands nombres de personnes, avertit l'alerte.

Les pluies généralement adéquates tombées durant la campagne agricole de 2014 avaient laissé présager des récoltes



favorables dans les principaux pays touchés par l'Ebola. Mais les zones les plus touchées par la maladie étant parmi les plus productives de la Sierra Leone et du Liberia, la production alimentaire risque d'être fortement réduite.

De même, la production de cultures de rente comme l'huile de palme, le cacao et le caoutchouc, dont dépendent pour vivre de nombreuses familles, risque d'être sérieusement compromise.

« L'accès à la nourriture est devenu un grave problème pour beaucoup d'habitants des trois pays concernés et leurs voisins », a déclaré Bukar Tijani, Représentant régional de la FAO pour l'Afrique. « Avec la récolte principale désormais à risque et les échanges et mouvements de marchandises fortement restreints, l'insécurité alimentaire est appelée à s'intensifier au cours des semaines et des mois à venir. La situation aura des impacts à long terme sur les moyens d'existence des agriculteurs et les économies rurales », a-t-il ajouté.

La Guinée, la Sierra Leone et le Liberia sont tous des importateurs nets de céréales, ce dernier étant le plus dépendant des approvisionnements externes. La fermeture de certains postes frontaliers et l'isolement des zones de frontières entre les trois pays – ainsi que la diminution des échanges dans les ports, principale voie d'entrée des grosses importations commerciales – entraînent une contraction des disponibilités et une hausse importante des prix alimentaires.

A Monrovia, capitale du Libéria, certains aliments ont subi un fort renchérissement, comme le manioc qui a vu leur prix grimper en flèche de 150% durant les premières semaines d'août au marché Red Light.

« Même avant l'épidémie d'Ebola, les ménages de certaines zones touchées consacraient jusqu'à 80 pour cent de leurs revenus à la nourriture », a indiqué Vincent Martin, Chef du Réseau de résilience de la FAO basé à Dakar, qui coordonne l'intervention de l'Organisation. « Avec ces dernières flambées des prix, ils ne peuvent plus du tout se permettre d'acheter d'aliments. Cette situation pourrait avoir des retombées sociales susceptibles d'entraîner de fortes répercussions sur les mesures de confinement de la maladie. »

En outre, la dévaluation des monnaies nationales de la Sierra Leone et du Liberia ces derniers mois devrait exercer une nouvelle pression à la hausse sur les prix des importations alimentaires.

Pour répondre aux besoins alimentaires immédiats, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé une opération d'urgence à l'échelle régionale prévoyant quelque 65.000 tonnes de nourriture en faveur de 1,3 million de personnes dans les centres de santé et les zones de quarantaine.

« Nous multiplions nos efforts pour apporter une aide alimentaire à toutes les personnes dans le besoin et pour fournir un soutien logistique aux autres agences de l'ONU et aux organisations non gouvernementales qui travaillent pour contenir le virus et répondre aux besoins des personnes touchées », a déclaré Denise Brown, directrice régionale du PAM pour l'Afrique de l'Ouest. « Contenir le virus nécessite une prise en charge globale, y compris alimentaire ».

Le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS), qui est géré par le PAM, a déployé un avion de 19 places depuis le 16 août. Il assure la connexion entre Conakry, Freetown et Monrovia afin de permettre un accès vital au personnel humanitaire et de transporter des équipements d'urgence. Un hélicoptère de l'UNHAS, actuellement à Monrovia, décollera pour les zones touchées dans les prochains jours.

Le PAM a un besoin urgent de 70 millions de dollars pour une opération régionale d'urgence jusqu'à novembre. Les vols de l'UNHAS, qui ont besoin de 7,3 millions de dollars d'ici le 13 octobre, ne sont financés qu'à hauteur de 38%. Le PAM a aussi lancé une opération logistique dont le coût s'élève à 7,5 millions de dollars.

Iraq : le chef de l'ONU se félicite de la levée du siège d'Amerli



2 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité mardi de la levée du siège de la ville d'Amerli en Iraq grâce aux forces de sécurité iraqiennes et aux peshmergas kurdes avec l'appui aérien des Etats-Unis.

« Cela a permis d'éviter une catastrophe humanitaire ainsi qu'une catastrophe en matière de droits de l'homme », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

Le Secrétaire général a exprimé sa gratitude à tous ceux qui ont participé à la levée du siège, ainsi qu'aux pays qui ont fourni une assistance à la population grâce à des largages aériens.

« Le Secrétaire général se félicite également de l'action de l'équipe humanitaire des Nations Unies dans le pays qui, en coordination avec les autorités locales et nationales, a réussi à assurer la première distribution d'une série de convois d'assistance aux enfants et aux familles d'Amerli », a ajouté le porte-parole.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a distribué 45 tonnes d'aide à environ 3.000 enfants, femmes et à leurs familles à la suite de la levée du siège.

Un convoi de sept camions, le premier d'une série de convois transportant de l'aide, est arrivé à Amerli en provenance d'Erbil avec des rations alimentaires, des kits de réhydratation orale et des bouteilles d'eau.

Selon la presse, les 20.000 habitants de la ville chiite d'Amerli, qui se trouve à 160 kilomètres au nord de Bagdad, étaient assiégés depuis le 18 juin par les djihadistes de l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL).

De son côté, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Nickolay Mladenov, a déclaré mardi suivre de près la finalisation du processus de formation du gouvernement iraquien.

« Lors de ses rencontres avec les dirigeants politiques iraqiens, il les encouragés avec insistance à garantir une représentation juste des femmes et des communautés minoritaires d'Iraq au sein du nouveau gouvernement », a indiqué la Mission des Nations Unies en Iraq (MANUI).

« La représentation des minorités au sein du gouvernement peut aider à garantir une meilleure protection de ces communautés et de leurs droits, ainsi qu'à une meilleure promotion de leurs intérêts et de leurs préoccupations », a dit M. Mladenov.

La Représentante d'ONU-Femmes en Iraq, France Guy, a rappelé pour sa part que les femmes représentaient plus de la moitié du corps électoral en Iraq et qu'un gouvernement sans femmes serait incomplet et pas représentatif de la population du pays.

L'ONU alarmée par la décision d'Israël de s'appropriier 400 hectares en Cisjordanie



Une colonie israélienne en Cisjordanie, près de Jérusalem. Photo IRIN/Erica Silverman

2 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est dit alarmé par l'annonce faite ce weekend par les autorités israéliennes de déclarer "propriété de l'Etat" environ 400 hectares de terres dans la région de Bethléem en Cisjordanie.

« La saisie d'une telle superficie risque d'ouvrir la voie à la poursuite des activités de colonisation, qui - comme l'Organisation des Nations Unies l'a dit à maintes reprises - est illégale en vertu du droit international et va totalement à l'encontre de la recherche d'une solution à deux Etats », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la

presse.

« Le Secrétaire général appelle Israël à tenir compte des appels de la communauté internationale à s'abstenir de toute activité de colonisation et de respecter ses engagements en vertu du droit international et de la Feuille de route du Quatuor », a-t-il ajouté. Le Quatuor sur le Moyen-Orient est un groupe jouant un rôle de médiation entre Israéliens et Palestiniens. Il comprend les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et les Nations Unies.

Selon la presse, Israël a décidé de s'approprier ces 400 hectares de terres en réponse au meurtre de trois jeunes Israéliens en juin dans le territoire occupé. Les autorités ont annoncé le lancement de la procédure déclarant propriété de l'Etat israélien ces 400 hectares proches de la colonie de Gva'ot. Les parties concernées ont quarante-cinq jours pour faire appel.

Ukraine : le nombre de personnes déplacées a doublé depuis le début du mois d'août – HCR



2 septembre - L'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué mardi que les combats dans l'Est de l'Ukraine, en particulier dans les régions de Donetsk, Lougansk et les villes voisines, poussent davantage de personnes à fuir et font augmenter les besoins d'aide humanitaire.

Selon le Directeur du Bureau du HCR pour l'Europe, Vincent Cochetel, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine a plus que doublé ces quatre dernières semaines. 260.000 personnes ont été déplacées jusqu'à présent. Ce chiffre s'élevait à

117.000 au début du mois d'août.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, a déclaré que la forte hausse du nombre de personnes déplacées ces trois dernières semaines est vivement préoccupante.

« Si cette crise ne cesse pas rapidement, il y aura non seulement des conséquences humanitaires dévastatrices, mais aussi une déstabilisation potentielle de toute la région. Après les leçons des Balkans, il est difficile de croire qu'un conflit de cette proportion puisse se dérouler sur le continent européen », a dit M. Guterres.

La plupart des déplacés, soit 94%, sont originaires de l'Est de l'Ukraine et demeurent dans les régions de Donetsk, Kharkiv et Kiev. Le HCR estime que le nombre réel de déplacés est bien plus élevé car beaucoup sont hébergés par des proches et des amis et ils choisissent de ne pas s'enregistrer auprès des autorités.

« En raison de l'insécurité, les organisations humanitaires n'ont pas été en mesure d'évaluer la situation des personnes déplacées dans la région de Lougansk », a déclaré M. Cochetel, ajoutant que le HCR avait prévu d'effectuer une mission d'évaluation plus tard cette semaine. Les autorités ukrainiennes affirment que 2,2 millions de personnes se trouvent actuellement dans des zones de conflit.

Trois corridors ont été établis par les autorités ukrainiennes pour que les habitants puissent fuir les zones de conflit. Leur nombre est actuellement en baisse, principalement en raison de récents incidents où des civils ont perdu la vie au cours d'attaques. Près de 6.000 personnes auraient fui par ces corridors depuis la fin juillet.

Dans la seule région de Donetsk depuis mardi dernier, les autorités locales ont signalé que quelque 10.000 personnes avaient quitté la ville portuaire de Mariupol vers Zaporizhzhia, Berdiansk ou d'autres endroits, du fait d'activités militaires menées par des forces anti-gouvernementales.

Selon M. Cochetel, suite à des bombardements dans les zones de conflit, les habitants ont désormais un accès limité à la nourriture, à l'eau et à d'autres produits de première nécessité. Selon les autorités régionales, à Donetsk, Makiivka et Gorlovka, il y a 20.000 personnes handicapées qui ont besoin d'aide.

À Lougansk, les habitants ne sont plus suffisamment approvisionnés en nourriture et en eau. Ils subissent également des pénuries d'électricité et des problèmes de communication depuis un mois. Les bâtiments et les routes sont gravement endommagés, ce qui entrave les efforts pour acheminer et fournir une aide humanitaire.

Somalie : l'ONU prévient qu'il est urgent d'agir pour éviter une nouvelle famine



2 septembre - Le Coordinateur humanitaire des Nations Unies en Somalie, Philippe Lazzarini, a exprimé mardi sa préoccupation concernant la détérioration de la sécurité alimentaire dans ce pays due à la sécheresse, la flambée des prix et la guerre.

Selon une analyse de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition publiée mardi par le système d'alerte précoce de l'ONU, plus d'un million de personnes en Somalie sont actuellement confrontées à une situation d'insécurité alimentaire aiguë, ce qui représente une augmentation de 20% comparé à la situation d'il y a six mois.

« Le nombre total de personnes qui ont besoin d'une aide humanitaire dépasse désormais trois millions. Depuis le rétablissement graduel des moyens de subsistance depuis la famine de 2011, qui a coûté la vie à plus de 250.000 personnes par une mortalité excessive, les progrès fragiles qui ont été réalisés sont maintenant menacés et les taux de malnutrition sont de nouveau en hausse », a expliqué M. Lazzarini.

« Nos capacités pour faire face à cette situation sont limitées et les familles vulnérables risquent de se trouver dans une situation de misère absolue », a-t-il ajouté en précisant qu'environ 218.000 enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë et ont besoin de suppléments nutritionnels d'urgence, d'eau potable et d'une hygiène améliorée.

« 43.800 enfants sont dans état de malnutrition si grave qu'ils mourront s'ils ne reçoivent pas des soins médicaux et des aliments thérapeutiques », a souligné le Coordinateur humanitaire.

Face à cette crise, les agences humanitaires ont fait appel aux bailleurs de fonds leur demandant de soutenir le renforcement de l'action pour répondre aux besoins les plus urgents. Des vols d'avions cargo ont été organisés vers les zones inaccessibles par la route.

« Cependant, il ne suffit pas simplement de fournir de l'aide humanitaire. Il faut également assurer l'accès et la disponibilité des fournitures de façon durable », a affirmé M. Lazzarini. « Il faut des efforts concertés et urgents pour empêcher une détérioration accélérée de la situation ».

« Alors que nous entamons le dernier trimestre de l'année, nous avons encore besoin de 500 millions de dollars pour financer l'action humanitaire. Des mesures urgentes sont nécessaires pour s'assurer que la possibilité pour le peuple somalien de bénéficier d'un avenir plus sûr, plus stable et plus prospère ne soit pas menacée », a-t-il ajouté.

HCR : plus de 10.000 personnes fuyant les violences au Nigéria arrivent au Cameroun et au Niger



2 septembre - Plus de 10.000 personnes fuyant de nouvelles attaques perpétrées par des groupes d'insurgés au nord-est du Nigéria ont récemment trouvé refuge au Niger et au Cameroun, a indiqué mardi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« Le HCR est très préoccupé par le fait que même après avoir traversé la frontière vers le Cameroun, elles sont encore poursuivies par les insurgés. Nous avons commencé à transférer une partie des réfugiés vers un camp de réfugiés où ils peuvent profiter d'une meilleure sécurité », a dit un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'une conférence de presse à Genève.

Selon les autorités locales, ces 10 derniers jours, au moins 9.000 personnes sont arrivées dans la région de l'Extrême Nord au Cameroun et plus de 2.000 autres ont trouvé refuge dans des îles du Lac Tchad appartenant au Niger.

Les nouveaux arrivants ont fui des attaques répétées ces trois dernières semaines dans la région de Gwoza, dans l'Etat de Borno au Nigéria. Même après leur arrivée au Cameroun, ils ne sont pas nécessairement hors de danger. Dimanche, des

insurgés ont attaqué la ville de Kerala au Cameroun, forçant des réfugiés et certains résidents à fuir plus à l'intérieur du pays.

« Nos équipes avaient un accès limité aux régions frontalières ces dernières semaines en raison de l'insécurité croissante. Malgré une situation instable, nous avons pu accéder à Mora ce week-end. Nous y avons rencontré de nouveaux arrivants qui ont trouvé refuge dans des églises, des écoles ou chez des familles d'accueil », a expliqué M. Edwards.

Selon les réfugiés, leurs villages au Nord-Est du Nigéria sont maintenant vidés de leur population. Une assistance immédiate leur a été fournie par les autorités, l'ONG Caritas, le HCR et la communauté hôte.

Lundi, le HCR a démarré le transfert de 80 nouveaux réfugiés, principalement des femmes et des enfants, du village frontalier camerounais de Koza vers le camp de réfugiés de Minawao, à environ 120 kilomètres de la frontière. Le camp accueille quelque 6.000 réfugiés nigériens.

« Début août, les transferts vers le camp avaient été suspendus en raison de l'insécurité. Aujourd'hui [mardi], si la sécurité nous le permet, nous allons commencer le transfert des réfugiés depuis Mora et Kolofata vers le camp », a dit le porte-parole.

Le nombre total des réfugiés nigériens au Cameroun s'élève actuellement à près 39.000 selon les autorités locales, y compris les 19.633 qui ont été enregistrés par le HCR.

Le Niger accueille plus de 50.000 personnes déracinées qui sont arrivées du Nigéria depuis mai 2013. A l'intérieur du Nigéria, quelque 645.000 personnes sont déplacées dans les provinces de l'Adamaoua, de Borno et de Yobe, du fait des violences.

Ban Ki-moon en visite en Nouvelle-Zélande



2 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, se trouvait mardi à Auckland, en Nouvelle-Zélande, où il a rencontré le Premier ministre, John Key, avec qui il a discuté de la situation en Ukraine, en Iraq, en Afghanistan et au Moyen-Orient.

Lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Key, le Secrétaire général a salué les efforts de la Nouvelle-Zélande en matière de développement durable. « Cet après-midi, je vais visiter le Tuaropaki Trust, à Taupo, et apprendre davantage sur l'agriculture durable et la production d'énergie durable », a-t-il dit.

« Je félicite le projet de votre gouvernement d'utiliser davantage d'énergies renouvelables, avec pour objectif 95% d'énergies renouvelables d'ici 2025 », a-t-il ajouté. « C'est une vision exemplaire et j'espère que de nombreux Etats membres prendront exemple sur celui-ci. »

Le Secrétaire général a rappelé qu'il allait réunir un sommet sur le changement climatique le 23 septembre à New York. « J'espère que tous les Etats membres et les dirigeants viendront à New York avec des objectifs ambitieux », a-t-il dit.

Avant la Nouvelle-Zélande, Ban Ki-moon a participé dans les îles Samoa à la troisième Conférence internationale sur les petits Etats insulaires en développement. Ces petits Etats insulaires sont notamment confrontés au défi posé par le changement climatique.

Journée des victimes de disparition forcée : Ban appelle à renforcer la lutte contre ce crime



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Photo: ONU

30 août - À l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparition forcée, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rappelé samedi que les disparitions forcées de personnes, commises par des États, constituent une violation inadmissible des droits de l'homme.

« Les actes constitutifs de disparition forcée de personnes commis par des groupes armés et terroristes constituent également des violations flagrantes des droits de l'homme. Cette pratique ignoble place les gens en dehors de la protection du droit, donc leur fait courir un grand risque de subir des violences physiques et, parfois, d'être victimes d'une exécution barbare. Outre qu'elle cause une inquiétude et une angoisse indicibles aux victimes et aux êtres qui leur sont chers, cette pratique crée un climat général de peur et de terreur dans des sociétés entières », a affirmé M. Ban dans son message pour la journée.

Les disparitions forcées étaient autrefois essentiellement le fait de dictatures militaires. Elles sont désormais de plus en plus un instrument entre les mains de nombreux États de par le monde, dont certains agissent dans le cadre de stratégies de lutte contre le terrorisme, ou contre la criminalité organisée, et d'autres pour écraser un activisme contestataire ou de défense des droits de l'homme.

« En ce jour solennel, je réitère dans les termes les plus forts que nul ne doit être détenu au secret. Toute personne privée de sa liberté doit être détenue dans un lieu sûr et officiellement reconnu et supervisé, où règne l'état de droit », a souligné le chef de l'ONU.

Le Secrétaire général a indiqué que les États doivent fournir toutes les informations concernant le sort des personnes qui ont été victimes de disparition. Et ils doivent appliquer effectivement le droit à la vérité, à la justice et à une réparation pour toutes les victimes et leur famille. Les disparitions forcées sont une pratique qui ne saurait être tolérée au XXI^e siècle.

À ce jour, 93 États ont signé et 43 ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qui est entrée en vigueur en décembre 2010. Elle fournit un socle sûr pour la lutte contre l'impunité, pour la protection des personnes disparues et leur famille et pour le renforcement des garanties inhérentes à l'état de droit, y compris en matière d'enquête, de justice et de réparation.

« J'exhorte tous les États Membres à signer et ratifier sans tarder cette convention. Il est grand temps que cet instrument soit universellement ratifié et que cessent à jamais les disparitions forcées », a déclaré M. Ban.

Ban préoccupé par l'annonce d'un coup d'Etat au Lesotho



31 août - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exprimé dimanche sa préoccupation concernant des informations faisant état d'un coup d'État militaire au Lesotho, en Afrique australe, et il a appelé toutes les parties à résoudre leurs différends de manière pacifique.

« Le Secrétaire général appelle au respect de l'ordre constitutionnel et de la démocratie », a déclaré le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de presse.

« Il exhorte toutes les parties prenantes à s'abstenir de toute violence et à travailler ensemble pour résoudre les différends de manière pacifique et durable », a-t-il ajouté.

Le petit pays enclavé est entouré de tous côtés par l'Afrique du Sud, où le Premier ministre Ousmane Thomas aurait fui après avoir affirmé que l'armée a effectué un coup d'Etat. Selon les médias, l'armée a nié qu'il a organisé un coup d'Etat.

Le chef de l'ONU a salué les efforts de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) et d'autres partenaires du Lesotho pour soutenir les initiatives pour rétablir la confiance entre les membres de la coalition gouvernementale et il a exhorté toutes les parties à continuer à jouer un rôle actif dans la promotion de la paix au Lesotho.

La Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement débute à Samoa



31 août - Lors de l'ouverture lundi de la conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PIED) dans la capitale des Samoa, Apia, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a appelé la communauté internationale à soutenir le développement durable dans ces pays grâce à des partenariats multilatéraux.

« En s'attaquant aux problèmes auxquels sont confrontés les PEID, nous créons les outils nécessaires pour promouvoir le développement durable dans le monde entier », a déclaré M. Ban dans son discours d'ouverture de la troisième édition de la conférence.

La conférence est organisée dans la région du Pacifique afin de montrer les défis et les opportunités des nations du groupe des petits États insulaires en développement. Parmi ces défis sont les coûts élevés de l'énergie et du transport, la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et la vulnérabilité aux chocs extérieurs.

Les pays insulaires sont également des destinations de choix pour le tourisme, naturellement riches en ressources d'énergie durable comme le soleil et le vent, et ils sont les pionniers de la « croissance bleue » basée sur une économie liée aux secteurs marin et maritime.

« Nous devons évaluer les progrès et identifier les nouveaux défis et opportunités », a déclaré le chef de l'ONU devant plus de 3000 représentants de gouvernements, de la société civile, et des chefs d'entreprise.

L'objectif principal de la conférence est de former de véritables partenariats durables entre les différents participants, dans le but de renforcer les initiatives insulaires qui peuvent aider à résoudre des problèmes mondiaux.

« Les véritables progrès durables ne peuvent pas être atteints sans un environnement international propice qui soutient les efforts nationaux », a souligné de son côté le Président de l'Assemblée générale, John Ashe.

Au moment de l'ouverture de la conférence, au moins 287 partenariats ont déjà été conclus et enregistrés sur le site officiel.

Parmi les principaux thèmes de la conférence se trouvent le problème du changement climatique, et les efforts pour endiguer ses effets.

Le Premier ministre du Samoa, Tuilaepa Sailele Malielegaoi Aiono, a exhorté les organisateurs à prendre des mesures concrètes pour endiguer la hausse du niveau des mers. Il a noté que les problèmes urgents ne reconnaissent pas les frontières et ne détiennent aucun respect de la souveraineté.

« Les grands problèmes de nos petites îles auront tôt que tard une incidence sur tous les pays quel que soit leur niveau de développement et de prospérité », a déclaré le Premier ministre.

La conférence internationale s'inscrit dans la perspective du sommet sur le climat qui aura lieu le 23 septembre au siège de l'ONU à New York. Le sommet vise à catalyser l'action et créer une dynamique pour arriver à un accord sur le climat qui sera à l'ordre du jour l'année prochaine à Paris.

« Les PEID auront un rôle important à jouer », a souligné M. Ban. « Vous aurez l'occasion de dire aux plus grands émetteurs quelles sont les actions que vous attendez d'eux. Et vous pouvez montrer comment vous travaillez pour renforcer la résilience et pour créer les économies vertes de l'avenir ».

Le chef de l'ONU demande la libération immédiate des Casques bleus capturés dans le Golan



Une base de la FNUOD, sur les hauteurs du Golan syrien. Photo: UNDOF

1 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a réitéré lundi son appel à la libération de 44 Casques bleus fidjiens de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) capturés jeudi dernier par un groupe armé près d'Al-Qunaytirah dans le Golan.

« J'ai de nouveau demandé la libération immédiate et inconditionnelle de ces Casques bleus courageux qui se sont déployés dans la région pour apporter la stabilité », a déclaré M. Ban lors d'une conférence de presse à Apia, Samoa, où il participe à la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement.

Lors d'une conversation téléphonique hier, M. Ban a assuré au Premier ministre fidjien Frank Bainimarama que l'ONU ne ménagera pas ses efforts pour assurer la libération rapide des Casques bleus et que les commandants de la Force des Nations Unies négocient avec les groupes armés pour obtenir cette libération.

« Nous travaillons sans relâche pour leur libération », a affirmé le chef de l'ONU.

72 Casques bleus philippins avaient été encerclés par des éléments armés dans deux endroits différents dans le Golan. Ils ont depuis été transférés vers une zone sécurisée.

Iraq : le Conseil des droits de l'homme va envoyer une mission pour enquêter sur les crimes de l'EIIL



La Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, Flavia Pansieri. Photo HCDH

2 septembre - Le Conseil des droits de l'homme a décidé lundi d'envoyer d'urgence une mission du Haut-Commissariat aux droits de l'homme en Iraq pour enquêter sur toutes les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme commises par le groupe terroriste l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et les groupes qui y sont associés.

« Selon nos informations, des actes inhumains d'une brutalité inouïe ont été commis », a affirmé la Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, Flavia Pansieri, à l'ouverture, à Genève, de la session spéciale du Conseil consacrée à la situation en Iraq.

Le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution condamnant les violations et abus des droits de l'homme et du droit international humanitaire commis par l'EIIL dans plusieurs provinces de l'Iraq et qui sont susceptibles de constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Mme Pansieri a indiqué que la mission du Haut-Commissariat des droits de l'homme (HCDH) en Iraq recueille de plus en plus de preuves d'abus et violations dans les zones contrôlées par l'EIIL en Iraq et que ces preuves serviront à établir les responsabilités pour mettre un terme à toute impunité.

Dans sa résolution, le Conseil condamne fermement toute forme de violence, en particulier contre les personnes en raison de leur appartenance religieuse ou ethnique ainsi que la violence contre les femmes et les enfants.

« Le conflit a eu des conséquences catastrophiques pour les enfants d'Iraq », a déclaré Mme Pansieri, en précisant qu'un grand nombre d'enfants ont été tués, tandis que d'autres ont été victimes de sévices physiques et sexuels, dont les séquelles peuvent perdurer pour le reste de leur vie.

« Les enfants appartenant aux communautés ethniques et religieuses ciblées par l'EIIL ont particulièrement souffert », a-t-elle ajouté.

Les communautés chrétienne, yézidie, turkmène, shabak, kaka'e, sabéenne et chiite sont victimes d'une « persécution particulièrement brutale », dans le cadre de ce que Mme Pansieri a qualifié de nettoyage ethnique et religieux dans les zones sous le contrôle de l'EIIL.

« Il est difficile de déterminer le nombre réel de victimes. Beaucoup ont été tuées directement, d'autres ont été privées de nourriture, d'eau ou de médicaments », a expliqué la Haut-Commissaire adjointe.

Syrie : le PAM assiste un nombre record de 4,1 millions de personnes



2 septembre - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a annoncé mardi avoir distribué de la nourriture à un nombre record de 4,1 millions de personnes en Syrie en août, notamment grâce à un accès transfrontalier amélioré qui a permis d'effectuer davantage d'opérations dans le pays.

Au cours des six dernières semaines, le PAM et ses partenaires ont franchi des points de passage pour atteindre plus de 580.000 personnes, soit plus de quatre fois les 137.000 personnes atteintes lors des six semaines précédentes.

Depuis le 25 juillet, cinq convois transfrontaliers ont transporté de la nourriture via les passages de Bab Al Salam en Turquie et Al Ramtha en Jordanie. 69.500 personnes, se trouvant dans des zones difficiles à atteindre dans les gouvernorats d'Alep, Idlib, et Quneitra, ont reçu des rations alimentaires comprenant du riz, des lentilles, de l'huile, des pâtes, du boulgour, de la nourriture en conserve, de la farine de blé, des haricots, du sel et du sucre.

Ces livraisons font suite à l'adoption de la résolution 2165 du Conseil de sécurité, qui a autorisé l'acheminement de l'aide humanitaire des Nations Unies en Syrie par quatre points de passage frontaliers.

« Nous atteignons davantage de personnes qui ont un besoin urgent d'aide alimentaire tous les jours - beaucoup d'entre eux ont souffert de la faim pendant des mois », a déclaré le Coordinateur d'urgence régionale du PAM pour la crise en Syrie, Muhannad Hadi, dans un communiqué de presse.

« Nous nous appuyerons sur ces acquis dans les semaines et les mois à venir et nous espérons que toutes les parties du conflit continueront à faciliter notre accès aux femmes, aux enfants et aux familles qui restent hors de notre portée derrière les lignes de conflit » a-t-il ajouté.

Cependant, les nombreux combats et l'insécurité continuent d'entraver l'accès du PAM dans de nombreuses parties du pays, en particulier dans les gouvernorats du nord d'Al-Hassaké, Deir-ez-Zor et Ar-Raqqa. Le PAM est de loin la plus grande agence humanitaire opérant en Syrie et, en collaboration avec le Croissant-Rouge arabe syrien et plus de deux douzaines de partenaires, il vise à soutenir 4,25 millions de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire dans les 14 gouvernorats chaque mois.

Le PAM a affirmé avoir besoin de 35 millions de dollars par semaine pour répondre aux besoins alimentaires des familles touchées par le conflit en Syrie et des réfugiés dans les pays voisins.